



LÉGATION DE SUISSE
EN ARGENTINE

BUENOS AIRES, le 15 novembre 1954.
Calle Uruguay 740
T. E. 440074/77

En circulation dodis.ch/9060

26.11.

u. f.

Retour à l'...

RÉFÉRENCE: NOTRE D.24.1.1.- F/w.
VOTRE
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 13.

Les divergences entre
l'Eglise et Peron.

Monsieur le Conseiller fédéral,

On dirait qu'il est fatal que chaque année la paix intérieure de l'Argentine soit mise en danger par une crise aigue. En 1952 ce fut la gravité de la situation économique qui sembla menacer la vie du régime; en 1953 ce fut le duel sanglant entre le peronisme et l'opposition qui se déclina après le "suicide" du frère de Eva Peron, qui fit croire à plusieurs personnes que le régime succomberait aux attentats, aux bombes et aux conspirations; c'est au contraire à la liquidation peu glorieuse des partis d'opposition que nous avons assisté. Cette année, on a cru, à un moment donné, que les conflits entre patrons et salariés donneraient lieu à des difficultés très sérieuses pour le Gouvernement, mais le général Peron opta une fois de plus pour la solution facile, celle de l'inflation, et le calme revint. Mais voici que, tout à coup, le conflit qui existait depuis un certain temps, à l'état latent, entre le peronisme et l'Eglise catholique, vient d'éclater au grand jour en entrant d'emblée dans une phase aigue et -aux dires de personnes sérieuses qui ont approfondi le problème- dangereuse. Au début du régime peroniste, celui-

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique,
B e r n e .-



ci reprochait à l'Eglise catholique de ne pas avoir pris fait et cause pour lui, d'être restée du côté de l'oligarchie, de ne pas avoir protégé la masse et de lui avoir préféré le capitalisme. En réalité, le clergé s'était tout simplement méfié de la dictature, de sa démagogie et des enseignements douteux contenus dans les discours que Eva Peron prononçait chaque jour devant la foule. Après quelques événements isolés (refus de la "Rose d'Or" à Mme Peron par le Souverain Pontife; exclusion du conseiller ecclésiastique, très remuant et très peu orthodoxe, de Mme Peron, de l'ordre des Jésuites, etc.) la présidente avait fait la paix avec l'Eglise sur la base suivante: l'appui de l'Eglise, ou du moins sa neutralité, seront récompensés par le régime qui renoncera, pour les obtenir, à autoriser le divorce et les maisons de tolérance. Eva Peron ne fit jamais son voyage à Canossa: elle est morte vaguement assistée par le jésuite suspect mentionné plus haut et qui, plus tard, bénira, sans qu'il puisse entrer à l'église, le cadavre du frère suicidé. Le général, lui, donnant plus d'importance aux victoires substantielles qu'aux concessions formelles, maintint avec l'épiscopat des relations très correctes et comprit qu'il convenait de passer aux yeux de la foule, en majorité croyante, pour un croyant convaincu.

Rien n'était donc de nature à faire penser au public que le conflit entre l'Eglise et le peronisme n'avait fait que creuser chaque jour un peu plus le fossé qui les avait séparés au début. Il éclata au grand jour le 11 de ce mois, à l'occasion d'un grand discours que le général Peron prononça devant les gouverneurs des provinces et des territoires, en présence du Gouvernement in corpore, des présidents du Sénat et de la Chambre des députés, des représentants des principales organisations du parti, bref, devant

la Nation entière. Il est vrai qu'on le sentait dans l'air depuis des semaines et qu'on était au courant de certaines entrevues entre les deux cardinaux argentins et M. Peron. Dans ce discours, le président dit en résumé, ceci: "Je suis satisfait de prendre la parole devant vous, après douze heures de discussion avec les représentants de chaque province au sujet de la situation politique confuse à laquelle nous devons faire face, créée par des forces qui s'unissent d'une façon également confuse, pour troubler l'ordre intérieur. Il vaut mieux que tous, nous soyons informés de ce qui se passe et que les décisions nécessaires soient prises et exécutées sans le moindre retard. Je vous dis tout de suite que bien que quelques uns d'entre vous croient que nous nous trouvons en face d'un conflit créé par les étudiants et d'un autre conflit né au sein de l'Eglise, en réalité les deux mouvements ont la même origine: l'opposition politique au régime au pouvoir. L'opposition a tout simplement changé de méthode et elle cherche le moyen de diviser les forces du peronisme, vu qu'elle est convaincue que nous ne faisons qu'augmenter le nombre des membres du parti et que dans des élections honnêtes jamais plus l'opposition ne pourrait nous battre. Alors, nos ennemis se sont dit qu'il fallait détacher de nous certains groupes de peronistes. Comment? D'une part, l'opposition a cherché à émeuter les étudiants, en les poussant aux actes et aux grèves que vous connaissez; ce fut l'oeuvre de quelques députés de l'opposition radicale et communiste qui domine les organisations des étudiants universitaires. (Ici Peron cite un exemple pratique mais peu convaincant). Nos ennemis agissent de la même façon en ce qui concerne "L'Action Catholique", organisation internationale qui compte sans doute beaucoup d'antiperonistes et le clergé qui est une or-

ganisation comme toutes les autres et dans laquelle existent des membres bons, mauvais et très mauvais. Comme il y a les bons et les mauvais, il existe les peronistes et les antiperonistes: il faut connaître les uns et les autres pour traiter les premiers comme des peronistes et les autres comme des antiperonistes (!). Une chose est l'Eglise et autre chose sont ceux qui se réclament d'elle pour agir. L'Eglise comme telle n'est pas en cause ici. J'ai réuni de hauts prélats et je leur ai soumis ouvertement, en présence même des membres des organisations endommagées, le problème qui surgit pour nous à cause de l'intromission de certains groupements catholiques dans les affaires des syndicats, de la "Confédération générale économique", de la "Confédération générale des universitaires", etc. J'ai dit aux évêques que je ne comprenais pas pourquoi les organisations catholiques des avocats, des médecins, des étudiants, se mettaient contre les nôtres. Les évêques ont proclamé qu'ils sont les premiers à condamner les prêtres qui n'accomplissent pas leur devoir. Je dois croire à la parole de ces évêques, qui me disent qu'ils condamnent les perturbateurs de l'ordre et je dois croire qu'ils feront honneur à leur parole lorsque le Gouvernement et les organisations du peuple argentin prendront les sanctions qui s'imposent contre les prélats qui non seulement sont contre le Gouvernement, mais qui de ce fait se dressent contre l'Eglise elle-même, en se mettant contre la loi de Dieu et contre la loi de la Nation. Nous livrerons donc les coupables à la justice et nous verrons qui sera le vainqueur: si eux ou la loi. Mais cela ne concerne que des individus; l'Eglise est hors de cause. Quant à l'organisation (Action catholique) au nom de laquelle agissent les coupables, nous prendrons aussi des mesures, car si les évêques condamnent les individus perturbateurs, ils doivent aussi condamner l'orga-

nisation parturbatrice qui s'oppose à l'activité du gouvernement. Toute organisation qui est considérée comme opposée aux buts poursuivis par la Constitution, sera l'objet d'une intervention immédiate et même de la suppression et ses chefs doivent être condamnés. Nous disposons de tous les moyens pour "nettoyer" l'Eglise."

Après ces menaces nullement voilées, le général nomma les centres les plus actifs de l'action catholique contraire au régime: Cordoba, La Rioja, Santa Fé, en accusant ouvertement les évêques de ces diocèses, d'être des ennemis du peronisme et les mauvais conseillers des étudiants. M. Peron s'est particulièrement acharné contre l'évêque de Cordoba. Mgr. Laffitte, qui semble être un prélat très intelligent et très estimé. Lui, ou bien un de ses représentants, aurait dit dans un sermon qu'il faut choisir entre le Christ et Peron, à quoi Peron observe: "je n'ai jamais eu de conflit avec le Christ; ce que je désire c'est de défendre le Christ contre ses mauvais curés". Le président a encore cité les noms de quelques prêtres ennemis du régime et qu'il va punir, puis il souligna: "il ne s'agit pas de conflit avec l'Eglise. Il ne s'agit pas non plus d'empêcher la création d'un parti démocratien, ainsi qu'on l'a prétendu. Nous sommes en face, comme toujours, d'une opposition souterraine qui utilise l'Eglise et l'université pour troubler l'ordre public. Ceux qui agissent de la sorte seront impitoyablement anéantis. Et je demande à tous les gouverneurs que lorsqu'ils remarquent parmi les dirigeants péronistes, des hommes qui mettent d'autres sentiments au dessus des sentiments péronistes, ils doivent les éliminer".

J'ai pensé qu'il était très instructif de citer

- 6 -

les passages ci-dessus du discours du 11 novembre, car, ce discours peint fort bien l'homme, ses méthodes et ses conceptions de la liberté.

Mais ce discours ne révèle aucunement ce qui s'est passé réellement. Peron a fait allusion à des troubles provoqués par les étudiants universitaires d'une part et par l'Action catholique d'autre part, en leur attribuant la même origine: l'opposition. C'est un peu simple. En effet, il y a eu dans la seconde moitié du mois d'octobre, une véritable révolution parmi les étudiants universitaires. Elle commença à Buenos Aires et s'étendit immédiatement à Cordoba, Rosario, La Plata. Les étudiants arrêtés et emprisonnés se comptaient par centaines. La plupart ont été relâchés. Les étudiants se sont révoltés contre l'ingérence de plus en plus envahissante et insupportable du régime peroniste qui, après avoir écarté de l'université tous les professeurs de valeur n'ayant pas fait acte de soumission, cherche à enrégimenter les élèves des universités et à limiter leur liberté de pensée et d'expression. Les causes immédiates des événements d'octobre comptent peu. Depuis l'avènement du peronisme, les étudiants n'ont cessé d'essayer de sauver leur liberté et les événements récents ne sont qu'un épisode de cette longue lutte qui n'est pas près de cesser. On a dit qu'un grand nombre d'étudiants avaient été poussés, dans le cas qui nous occupe, par des sympathies communistes. Je ne suis pas encore certain que cela soit vrai, mais c'est possible. Le communisme fait sans doute des progrès en Amérique latine et en Argentine en particulier. Peron a dénoncé ce danger récemment encore, mais sait-il seulement qu'il est le plus grand responsable de cette avance? Il savait pourtant que dès 1946, les communistes et les anarchistes espagnols immigrés, avaient trouvé un excellent accueil

dans les files peronistes et qu'ils ont eu le loisir de catéchiser sans danger les adeptes des organisations ouvrières peronistes. On ne connaît pas encore l'étendue et les résultats de cette activité. Relevons que Peron commence enfin à s'inquiéter.

Le conflit avec l'Eglise est tout autre et, pour le moment, beaucoup plus grave. Il naît inévitablement, dans les Etats totalitaires, pour le même motif: le dictateur veut dominer l'enfance et la jeunesse sans partage, afin d'en faire le soutien futur du parti et de les soustraire à toute influence contraire; l'Eglise cherche à s'opposer à cette emprise politique totale, au nom des droits de Dieu et de l'esprit. On a assisté souvent à cette lutte et point n'est besoin de la décrire: elle s'est développée en Allemagne et en Italie, de 1930 à 1945, de la même façon. Le général Peron a attiré d'abord la masse, aidé puissamment par la démagogie exercée d'abord par sa femme et puis par lui-même. Ensuite, il a anéanti l'opposition par les procédés et dans les circonstances que je vous ai décrits à plusieurs reprises. Après cela, il a entrepris la "peronisation" de l'école; les livres de texte qu'on y distribue aux enfants, sont des témoins éloquents et lamentables de cette politique. La mise au pas de l'université est plus difficile, mais le professorat, en tout cas, est enrégimenté et cela n'est pas pour rehausser la valeur et le prestige de l'université. Pour s'attirer la jeunesse, depuis l'enfance, Eva Peron avait déjà conçu les fameuses "cités infantiles". Peron et les institutions peronistes ont poursuivi l'oeuvre de celle qu'on vénère comme "le chef spirituel de la nation" et ils ont créé une vaste organisation dénommée "union des étudiants secondaires". Toutefois, M. Peron, moins

ambitieux mais plus averti que ses prédécesseurs allemand et italien, n'a pas mis des fusils dans les mains des jeunes, il ne les fait pas jouer aux soldats: il les pousse à jouer au foot-ball "toute la journée" à fréquenter les piscines de plus en plus nombreuses et les champs sur lesquels il multiplie les possibilités d'amusement. Les plus grands, garçons et filles, s'amuse aussi avec des motocyclettes mises à disposition par le parti. Des compétitions ont lieu à chaque instant et Peron assiste tous les jours à des championnats de ce genre et distribue toute sorte de prix offerts par le parti. Pire que ça, à Buenos Aires, le président organise ces jeux pour garçons et filles de 14 à 18 ans, dans la propre résidence présidentielle d'été, où tous les jardins sont destinés aux concours de motocyclette, d'escrime, etc., au sujet desquels, à tort ou à raison, les commentaires les plus divers alimentent toutes les conversations. Le parti multiplie dans toutes les localités de la République ces lieux d'amusements sur lesquels les parents et les familles n'ont aucun droit de regard; la jeunesse est littéralement happée par le régime et ravie à la famille. Dans un discours prononcé hier, M. Peron a déclaré que les enfants et les jeunes doivent être mis en mesure de créer "leurs clubs d'amusements sans que ceux qui n'ont rien à y voir s'en mêlent, vu que la lutte et le sport constituent la meilleure école pour la vie et attendu que grâce aux compétitions sportives on forme l'âme des hommes et on construit la grandeur des nations".

Les familles, les gens sérieux et les autorités religieuses commencèrent à s'émouvoir et à lutter contre l'emprise croissante des organisations politiques peronistes sur l'enfance et sur la jeunesse. La lutte fut d'abord menée durement, mais sans éclat. Toutefois, dans plusieurs occasions,

le parti dut constater que l'Action catholique aidée par les familles, était la plus forte. Ainsi, récemment, il semble qu'à Cordoba, la jeunesse catholique avait organisé une réunion pour faire échec à laquelle le Parti en organisa une autre. Or, le jour fixé pour les manifestations étant arrivé, le Parti constata que la jeunesse l'avait littéralement abandonné, pour se joindre à la manifestation paroissiale. Ce fait et plusieurs autres semblables auraient mis un terme à la patience du Parti et la lutte a ainsi éclaté au grand jour. Le chef de la police de Cordoba a été immédiatement remplacé et, avant hier, le Gouvernement a décrété "l'intervention" dans la Province de Cordoba pour en réorganiser la justice. Celui-ci n'est qu'un épisode de la lutte qui s'est produite un peu partout entre le Parti et les organisations catholiques qui ont cherché à garder leurs adhérents. L'Etat est le plus fort, comme le dit Peron et il fera triompher ceux qui sont avec lui.

Il semble d'ailleurs que les organisations religieuses avaient aussi essayé d'influencer certains secteurs des syndicats, sur la base des directives de l'organisation internationale des syndicats chrétiens siégeant à Bruxelles. On ignore encore tous les détails de ce côté de la question, si tant est qu'il a exercé une influence quelconque sur le conflit que le président vient de déclarer ouvert.

La genèse des faits n'est pas encore claire dans tous les détails, mais cela n'a pas une grande importance. Ce qu'il faut retenir c'est que le président a décidé de soumettre le conflit à l'opinion publique. Reste à savoir comment l'Eglise réagira. Plusieurs prêtres ont été arrêtés et l'évêque de Cordoba est venu à Buenos Aires. Le président et le ministre des Affaires Etrangères ont longuement conféré

- 10 -

avec le nonce apostolique.

Je pense que l'Eglise cherchera l'apaisement en dépit de quelques sacrifices. Il ne lui convient pas, semble-t-il, de s'exposer aux représailles de Peron qui peut être très violent et à celles des syndicats qui groupent les éléments les plus divers recrutés parmi les communistes et les peronistes enragés. D'aucuns croient, en revanche, que la lutte n'a fait que commencer, qu'elle s'aggravera et qu'elle peut conduire aux développements les plus imprévus. Les membres du Gouvernement, pour des raisons idéologiques ou autres, semblent tous d'accord, dans ce cas, avec le président.

On a parlé dans plusieurs milieux du fait que ce qui aurait le plus indisposé le général Peron ce seraient les efforts poursuivis dans certains secteurs catholiques afin d'arriver à la création d'un parti démocrate-chrétien. Plusieurs citoyens ayant constaté que les partis d'opposition (radical et conservateur en tout cas) se sont effrités et que si Peron venait à disparaître, le pays tomberait dans l'anarchie, auraient décidé de chercher à créer un nouveau parti susceptible d'attirer à lui les rescapés des partis disparus, les déçus du peronisme et tous les mécontents. Peron n'a-t-il pas affirmé lui-même qu'il désire qu'il y ait une opposition dans le pays? Il l'a dit, mais chacun sait ce qu'il faut penser d'une telle affirmation. Quoiqu'il en soit, le général aurait tout de suite songé au moyen de tuer l'embryon dans l'oeuf et ce serait une des raisons de la violence qu'il a mise à dénoncer le conflit qui vient de surgir entre le peronisme et l'Eglise. Je ne sais pas ce qu'il y a de vrai dans cette version. Elle a en tout cas les apparences de la vérité et Peron a fait allusion trois fois, dans

- 11 -

son discours du 11 novembre, aux tentatives de créer un parti démocrate-chrétien.

On dit aussi que le motif fondamental des difficultés surgies dernièrement entre l'Argentine et l'Espagne, doit être recherché dans le soutien que certains milieux espagnols auraient assuré aux "menées" du catholicisme pour faire face à l'influence grandissante que le peronisme matérialiste et athée prétend exercer sur les esprits en général et sur la jeunesse en particulier. Il est encore difficile de dire si cela est exact, mais la violence extrême avec laquelle la presse peroniste s'est lancée tout à coup contre l'Espagne et contre le général Franco qui a été malmené comme jamais je n'ai vu le faire, si ce n'est dans les journaux communistes les plus fanatiques, laisse supposer qu'à la base de la campagne virulente antiespagnole il y a autre chose que le refus de l'Espagne de régler de vieilles dettes commerciales.

Je voudrais résumer ce rapport peut-être trop détaillé à cause de mon souci d'éclairer le plus possible des événements connus seulement très superficiellement, comme ceci: le président Peron vient de déclarer que certains éléments de l'Eglise se sont dressés contre le Gouvernement et le Parti, qu'il est décidé à détruire ces éléments, mais qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre l'Eglise et le Parti. La publicité, entourée de tant de violence, que le président vient de donner au conflit a grandement surpris toute l'opinion publique et très vivement préoccupé plusieurs secteurs sérieux de la population. Vu l'absence totale d'une presse libre, il est impossible de connaître la réaction du clergé et du catholicisme aux accusations de Peron et aux arresta-

- 12 -

tions de plusieurs prêtres. On ignore également la véritable importance des faits reprochés à l'Eglise. On ne sait pas si l'ingérence qu'on lui reproche ne visait que la promiscuité qui régnait dans les organisations des jeunesses peronistes, ou bien si elle a cherché à se faire sentir aussi dans les organisations syndicales et politiques du peronisme. Peron reproche en tout cas à certains secteurs catholiques d'avoir eu comme but l'altération fondamentale de l'ordre public, avec des conséquences graves pour le régime et pour la paix intérieure du pays. D'où la gravité des faits, l'importance de la question en elle-même, l'étendue de la préoccupation qu'on décèle un peu partout, l'incertitude quant au développement des choses. Personnellement je pense que la crise est aigue, mais qu'elle se résoudra pour le moment sans donner lieu à des changements substantiels dans la situation politique argentine actuelle.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:

